

19 mar 2004 -16:00

## Conseil des Ministres du 19 mars 2004

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 19 mars 2004, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 19 mars 2004, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a tout d'abord indiqué que le Conseil des Ministres avait préparé les Conseils spéciaux de samedi et dimanche à Ostende. L'ordre du jour, qui comporte 45 points, a été approuvé. Il se divise en neuf chapitres : la sécurité sociale et l'exclusion sociale, les personnes âgées et les pensions, l'environnement et Kyoto, la sécurité routière et la mobilité, la santé et l'environnement de travail, les familles et les ménages, l'économie sociale et la simplification administrative. Guy Verhofstadt a rappelé qu'à Gembloux, c'est un paquet de mesures sur le plan économique et des entreprises qui avaient été prises. L'exécution de ces réformes à long terme fait l'objet d'un contrôle régulier. En ce qui concerne le Conseil des Ministres de ce vendredi, le Premier Ministre a mis l'accent sur la mesure prise concernant les modalités d'émission de l'emprunt obligataire du Fonds Starters (communiqué 24) ainsi que sur la promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée (communiqué 26). Il a aussi confirmé la désignation du nouveau directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (communiqué 10). Le Premier Ministre a d'autre part insisté sur le fait que contrairement aux déclarations du quotidien espagnol El Periodico, aucun élément n'établit, à ce jour, de lien entre Bruxelles ou la Belgique et les attentats du 11 mars à Madrid (communiqué divers 2). Le Conseil des Ministres a également approuvé :- les propositions concernant les méthodes d'analyse, par la société anonyme (SA) Accenture, du projet FEDCOM : la mise en œuvre d'une comptabilité publique adaptée (communiqué 1) ;- la modification de la loi concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement de créances relatives à certains droits, cotisations, taxes et autres mesures (communiqué 3) ;- la modification du Code des impôts sur les revenus en vue de permettre la transposition, en droit belge, de la directive concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'Etats membres différents (communiqué 4) ;- la nomination d'un juge de la Cour d'arbitrage pour le groupe linguistique français (communiqué 8) ;- la fixation du nombre des places vacantes de stagiaire judiciaire pour l'année judiciaire 2004/2005 (communiqué 11) ;- l'accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne la reconnaissance des cultes, les traitements et pensions des ministres des cultes, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus (communiqué 12) ;- la suppression du principe de l'interdiction légale dans le chef d'un condamné (communiqué 13) ;- l'augmentation du budget de la construction du nouveau Palais de Justice de Gand de 100 millions à 115 millions EUR (communiqué 15) ;- la prise en location, via la Régie des Bâtiments, de plusieurs surfaces (communiqués 16/22) ;- la liste des objectifs stratégiques de la structure de Garde Côtière (communiqué 23) ;- la situation administrative et pécuniaire du personnel contractuel de la Région de Bruxelles-Capitale (communiqué 25) ;- la modification l'arrêté royal octroyant le progrès social aux anciens employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi (communiqué 27) ;- le rapport 2004/1 du groupe de travail " Modernisation de la gestion de la Sécurité sociale " (communiqué 28) ;- la modification des conditions auxquelles la fonction de médiation dans les hôpitaux doit répondre (communiqué 29) ;- la modification des conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique (communiqué 30) ;- la modification du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en ce qui concerne les règles relatives au lieu de livraison du gaz et de l'électricité (communiqué 31) ;- la prolongation, pour quatre années (de 2004 à 2007), de l'exonération pour personnel

supplémentaire dont les PME peuvent bénéficier lorsqu'elles engagent des travailleurs à bas salaire (communiqué 32) ; - la communication sur le suivi de la note relative aux investissements étrangers (communiqué 34) ; - la communication relative au financement de la construction d'une dalle au-dessus de la gare du Luxembourg, à Bruxelles (communiqué 36) ; - le financement de plusieurs initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'Etat de droit (communiqué 37) ; - la note " Entreprendre contre la pauvreté et pour le développement (communiqué 38) ; - l'établissement des règles vétérinaires et sanitaires relatives aux échanges et aux importations de certains produits destinés à la consommation humaine, la modification des contrôles vétérinaires et zootechniques applicables aux échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits, et enfin la modification de l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux et certains produits d'origine animale importés de pays tiers (communiqués divers).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale  
Communication externe  
Rue de la Loi 16  
1000 Bruxelles  
Belgique  
+32 2 501 02 11  
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael  
Service Rédaction (FR)  
+32 2 287 41 92  
+32 477 59 14 37  
[christophe.springael@premier.fed.be](mailto:christophe.springael@premier.fed.be)

Thomas Ferri  
Service Rédaction (NL)  
+32 2 287 41 42  
+32 471 67 07 73  
[thomas.ferri@premier.fed.be](mailto:thomas.ferri@premier.fed.be)